

ASSEMBLEE GENERALE

TREIZIEME SESSION

Documents officiels



Samedi 28 février 1959,
à 10 h. 50

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 13 de l'ordre du jour:

Avenir des Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration française et du Cameroun sous administration du Royaume-Uni: rapport spécial du Conseil de tutelle (*suite*)

Audition de pétitionnaires (*suite*)..... 613

Président: M. Frederick H. BOLAND (Irlande).

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

Avenir des Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration française et du Cameroun sous administration du Royaume-Uni: rapport spécial du Conseil de tutelle* (A/4092, A/4093, A/4094, A/C.4/395, T/SR.953 à 963) [*suite*]

AUDITION DE PETITIONNAIRES (*suite*)

Sur l'invitation du Président, les pétitionnaires prennent place à la table de la Commission.

1. M. Ngaba Ndzana MEDARD (Députés démocrates dissidents de l'Assemblée législative du Cameroun) dit que le parti des démocrates camerounais, auquel il a appartenu précédemment, a tenu le 27 janvier 1958, à Abong-Mbang, un congrès où il a préconisé l'établissement d'un programme décennal d'évolution au terme duquel il conviendrait de faire le point sur le problème de l'indépendance. C'est pour cela que le groupe des démocrates camerounais à l'Assemblée législative s'est abstenu le 12 juin 1958 sur la motion en faveur de l'indépendance, proposée par le gouvernement camerounais actuel. Toutefois, à la suite du retour du général de Gaulle au pouvoir et surtout en raison des dispositions de la nouvelle Constitution française, deux tendances ont surgi au sein du groupe des démocrates camerounais, l'une en faveur de l'indépendance immédiate, l'autre en faveur de l'indépendance concomitante de la levée de la tutelle à la date du 1er janvier 1960. M. Médard et les autres démocrates dissidents au nom desquels il parle ont opté pour cette deuxième tendance et, se joignant à la majorité des membres de l'Assemblée législative, ils ont voté la résolution du 24 octobre 1958.

2. La Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale (1958) a été priée par l'Assemblée générale de s'assurer des sentiments réels de la population camerounaise en ce qui concerne son avenir. Elle s'est acquittée de sa tâche de la manière la plus louable et l'approbation de ses conclusions par le Conseil de tutelle a été accueillie au Cameroun avec allégresse.

3. Pour ce qui est de la réunification des deux Camerouns, la parole est maintenant aux habitants du Cameroun sous administration britannique. Les habi-

tants du Cameroun sous administration française ont suffisamment prouvé que leur avis est que les deux Territoires du Cameroun devraient être réunis. Toutefois, si les habitants du Cameroun sous administration britannique veulent différer leur décision sur la réunification, les habitants du Cameroun sous administration française demandent instamment à l'Assemblée générale de ne pas faire de cette décision une condition préalable de leur accession à l'indépendance le 1er janvier 1960.

4. La loi d'amnistie qui a été adoptée le 14 février 1959¹ constitue un geste généreux et représente une tentative visant à ramener les égarés au bercail. On ne peut donner de preuve plus convaincante d'une volonté de pardon et d'oubli qui doit permettre à tous les Camerounais de travailler ensemble pour le bien de leur pays.

5. En terminant, M. Médard demande instamment à l'Assemblée générale de décider, à sa présente session, l'abrogation de l'Accord de tutelle pour le Cameroun sous administration française, concomitante de l'indépendance, le 1er janvier 1960, sans condition préalable.

6. M. Marcel BEBEY-EYIDI (Comité pour le regroupement des forces nationalistes) déclare qu'en qualité d'ancien combattant de la deuxième guerre mondiale ayant combattu parmi les forces françaises libres et vu de ses propres yeux les horreurs de la guerre, il a été partisan dès le début du programme fondamental de l'Union des populations du Cameroun (UPC) — unification et indépendance — mais n'a pas approuvé la violence comme moyen de conquérir l'indépendance. C'est pourquoi l'UPC l'a mis à l'index et ne lui a jamais accordé son soutien aux élections. Néanmoins, il est logique que M. Bebey-Eyidi, conformément à sa conception de la lutte nationale, ait réclamé l'amnistie pour l'UPC et ait subi la répression dirigée contre elle, bien qu'il n'en ait jamais été membre. Il lui semble que le principe de non-violence ne doit pas être à sens unique; en fait, c'est le camp le plus fort qui devrait pour cette raison même être le premier à montrer de la compréhension et de la patience. M. Bebey-Eyidi a été vivement déçu de voir l'Autorité administrante recourir à la manière forte pour supprimer l'UPC, car la méthode la plus facile et la plus efficace pour la combattre aurait consisté à appliquer son programme politique et social qui, en 1955, n'envisageait que quelques réformes intérieures et la fixation d'un délai pour l'indépendance. Le but réel de la campagne menée contre la menace communiste que l'UPC représente, à ce qu'on prétend, était de détruire le nationalisme camerounais et d'ouvrir la voie à l'incorporation du Cameroun à l'Union française. Si mal inspirée qu'ait été la tactique de l'UPC, on a commis une erreur grave en ayant recours à la force armée pour l'abattre, en ordonnant sa dissolution et en emprisonnant aussi bien de rares responsables que de nombreux innocents dont le seul crime consistait à être nationalistes ou qui avaient été dénoncés fausse-

* Conformément à la résolution 1281 (XIII) de l'Assemblée générale.

¹ Voir A/C.4/395.

ment. Cette erreur mettait en péril l'amitié franco-camerounaise.

7. M. Bebey-Eyidi, dans son désir de rechercher la réconciliation des deux parties, a écrit des articles rappelant le rôle joué pendant la deuxième guerre mondiale par le peuple et les combattants camerounais, le droit à la souveraineté qu'ils s'étaient ainsi acquis et les avantages dont les deux parties bénéficieraient si l'indépendance du Cameroun pouvait être réalisée sans causer de préjudice à l'amitié qui lie les deux pays. Toutefois, ses intentions ont été mal comprises et il a été mis à l'index par l'Autorité administrante. Il n'en a pas moins poursuivi cette campagne par des écrits et des conférences; il a milité dans le "Courant d'union nationale" et il s'est opposé aux élections du 23 décembre 1956, non comme partisan de l'UPC, mais comme nationaliste convaincu que l'amnistie aurait dû être déclarée avant que les élections aient lieu. Dans une lettre ouverte au gouvernement camerounais et à l'Assemblée, publiée dans le journal *l'Opinion au Cameroun* en octobre 1957, il a préconisé la solution de la crise par l'amnistie, la dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections.

8. On peut ainsi constater que la création récente du Comité pour le regroupement des forces nationalistes (CRFN), au nom duquel il parle, était la conséquence logique de l'action entreprise depuis 1955 et ne correspondait pas, comme certains le prétendent, à une tentative de reconstitution de l'UPC sous une apparence de légalité. Le CRFN est né à un moment où le climat dominant était celui d'une léthargie politique due à la campagne de répression et d'intimidation, climat délibérément instauré à la veille de l'arrivée de la Mission de visite. Le CRFN n'a pas la structure d'un parti politique classique; c'est une organisation ayant, dans une certaine mesure, les mêmes caractères que le "Courant d'union nationale" et qui s'efforce d'attirer non pas spécifiquement les anciens membres de l'UPC, mais tous ceux qui ont adhéré à son programme. Le but du CRFN est de permettre l'expression des sentiments nationalistes et de constituer un mouvement d'opposition légal. Les trois grandes lignes de son programme sont la réunification, l'indépendance et, maintenant que le principe de l'indépendance a été accepté, la préparation à l'indépendance.

9. L'accord est unanime pour la réunification du pays, parmi les Camerounais sous administration française, et les dernières élections au Cameroun méridional sous administration britannique ont permis de dégager une majorité également favorable à cette solution. Les deux gouvernements doivent donc se concerter et rechercher, en accord avec les Autorités administrantes, les propositions concrètes à faire à l'Organisation des Nations Unies en vue de la réunification.

10. Quant à la question de l'indépendance, le gouvernement camerounais et l'Assemblée législative, traduisant la volonté unanime de la population, ont mené des négociations fructueuses qui ont abouti à la fixation d'une date sur laquelle l'accord est général. La préparation à l'indépendance est une tâche urgente et capitale qui commande la promulgation d'une amnistie générale et inconditionnelle, la dissolution de l'Assemblée législative et de nouvelles élections sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies, deux ou trois mois après l'amnistie.

11. Une loi d'amnistie a été votée le 14 février 1959. La population avait cru que, maintenant que les Camerounais étaient au pouvoir, on adopterait une loi qui

effacerait pour toujours les querelles du passé. Or, la nouvelle loi n'a pas le caractère général et inconditionnel que l'on avait espéré. De plus, comme le décret portant dissolution de l'UPC n'a pas été abrogé, les personnes qui sont théoriquement amnistiées pourraient toujours être arrêtées sous l'inculpation bien connue de "reconstitution de ligue dissoute". Enfin, cette loi ne porte que sur les faits antérieurs au 31 décembre 1958, quoique de nombreuses arrestations aient été opérées depuis lors pour des faits en rapport avec les événements de mai 1955 et décembre 1956. S'agissant d'un litige qui ne se situait pas, à son origine, entre le Gouvernement camerounais et d'autres Camerounais, l'Organisation des Nations Unies devrait recommander fermement au Gouvernement camerounais de faire usage de ses pouvoirs pour vider complètement l'abcès qui empoisonne depuis quatre ans le climat politique, social et économique du pays. Tout en reconnaissant que la loi d'amnistie représente un progrès indéniable, le CRFN demande instamment aux Camerounais qui font partie du gouvernement de prouver leur volonté de réconciliation en promulguant une amnistie totale et inconditionnelle.

12. M. Bebey-Eyidi a apprécié l'objectivité de l'attitude adoptée par la Mission de visite, mais il est persuadé que, si elle avait pu disposer de plus de temps et avait eu des conditions de travail moins difficiles, ses conclusions quant à la dissolution de l'Assemblée législative et la nécessité de nouvelles élections s'en seraient peut-être trouvées modifiées. Les arguments qui militent en faveur de la dissolution sont nombreux et variés. M. Bebey-Eyidi attire d'abord l'attention sur les arguments d'ordre moral et juridique. Lorsqu'elle a été élue, l'Assemblée législative n'était qu'une Assemblée territoriale qui, en dehors du rôle dévolu aux assemblées de ce genre, avait pour seule et unique mission de donner son avis sur le statut dont le Cameroun allait être doté. Une fois cet avis émis, l'Assemblée aurait dû être dissoute de façon à permettre de nouvelles élections. Or, elle a été transformée en Assemblée législative. Plus tard encore, l'Assemblée aurait dû être dissoute à l'occasion de l'octroi de l'autonomie. Toutefois, les députés non seulement n'y ont pas songé, mais ont prétendu qu'étant donné qu'ils avaient été élus pour cinq ans de nouvelles élections ne pourraient avoir lieu avant décembre 1961. C'est ainsi qu'une assemblée élue en qualité d'Assemblée territoriale et qui s'est déjà muée en Assemblée législative va être en outre transformée en assemblée constituante puis en assemblée nationale. La première réaction du peuple camerounais a été de se demander si cette procédure préparait l'installation d'un régime véritablement démocratique, ou un système déguisé de dictature d'assemblée.

13. En second lieu, il faut reconnaître que, du point de vue politique et social, malgré les pertes subies par l'UPC et l'affaiblissement de son organisation, sa suppression n'a fait qu'élargir son influence. Au moment où le pays est sur le point d'accéder à l'indépendance, il est anormal et même dangereux de tenir à l'écart les chefs et les membres d'une organisation aussi dynamique. En les faisant rentrer dans la légalité par l'amnistie, on produirait la détente politique et psychologique indispensable à la vie nationale du Territoire.

14. Enfin, du point de vue de la gestion du bien public, il est significatif que la première loi qui ait été votée par l'Assemblée actuelle ait eu pour objet la fixation des indemnités des ministres et des députés.

Tant que le Territoire est sous le régime de tutelle, M. Bebey-Eyidi ne peut accepter la thèse de ceux qui soutiennent qu'il s'agit d'une question de politique intérieure, qu'il faudrait donc passer sous silence. C'est pure folie que dans un pays économiquement faible comme le Cameroun les députés et les ministres s'octroient des traitements et indemnités qui font d'eux les parlementaires les mieux payés du monde après ceux des Etats-Unis et du Canada. Le budget récemment voté par l'Assemblée s'élève à 25 milliards de francs métropolitains, dont 24 milliards pour les dépenses de fonctionnement et 1 milliard seulement pour l'équipement. Il est vrai que, dans son discours du 1er janvier 1959, le Premier Ministre avait annoncé des mesures d'austérité, mais, à part certaines réductions de dépenses portant sur les frais de représentation, le personnel domestique et les membres des cabinets ministériels, l'austérité continue à être le lot du contribuable. Il est d'une éloquence déconcertante que, dans un pays dont la population ne dépasse pas 3.500.000 habitants, le traitement du Premier Ministre s'élève à 700.000 francs par mois.

15. Même si l'on admet les statistiques officielles donnant le pourcentage des électeurs inscrits qui ont participé aux élections de 1956, les conditions dans lesquelles les élections se sont déroulées et le fait qu'en l'absence d'une amnistie préalable des organisations et des personnalités écoutées ont été tenues à l'écart n'ont pas conféré à l'Assemblée un caractère réellement représentatif. Il faut rendre hommage à l'Assemblée pour avoir mené à bien les négociations pour l'indépendance du Cameroun et l'on peut accueillir avec plaisir les déclarations faites par son président, M. Kémajou, à la 846ème séance, invitant tous les Camerounais à reprendre leur place dans la vie politique de la nation. Toutefois, ces déclarations mêmes semblent reconnaître implicitement la nécessité de nouvelles élections, car on ne voit pas comment des personnes que l'on a tenues à l'écart de la vie politique pourront répondre à l'appel du président si l'on refuse la possibilité de nouvelles élections. L'Assemblée actuelle n'a pas le ressort et le dynamisme indispensables pour préparer le Cameroun à l'indépendance. On aurait dû poursuivre bien plus activement la camerounisation de l'administration. Si une ancienne colonie comme la Guinée a pu, du jour au lendemain, assurer l'administration du pays avec ses propres citoyens, le Cameroun, auquel la loi-cadre du 23 juin 1956 a conféré des pouvoirs bien plus étendus, aurait dû pouvoir en faire autant.

16. Le problème camerounais ne doit pas être considéré comme l'enjeu d'une lutte entre le gouvernement actuel et les partis interdits, mais comme un problème que tout Camerounais peut contribuer dans une certaine mesure à résoudre. C'est pour cette raison que M. Bebey-Eyidi a été heureux d'entendre M. Moumié, chef de l'UPC, réclamer non pas le pouvoir, mais des élections démocratiques. De telles élections sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies doteraient le Cameroun d'une assemblée jouissant de la confiance et de l'autorité nécessaires pour préparer le Territoire à l'indépendance.

17. Le CRFN invite les Camerounais à oublier leurs querelles dans l'intérêt supérieur du pays; il demande à l'Autorité administrante de faciliter une solution démocratique qui fortifie les liens existants entre le peuple français et le peuple camerounais; il supplie tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies d'examiner le problème camerounais en lui-même

et de ne pas l'enfermer dans l'orbite des querelles qui séparent les grandes puissances.

18. M. Isaac TCHOUMBA NGOUANKEU (Bureau national kamerunais de la Conférence des peuples africains) dit qu'il n'est pas exact que tous ceux qui ont voulu rencontrer la Mission pouvaient le faire en toute liberté et lui exprimer leurs vœux, comme la Mission le dit dans l'avant-propos de son rapport sur le Cameroun sous administration française (T/1427 et T/1434²). Sa propre organisation, par exemple, a été informée qu'il lui serait accordé audience le 3 décembre 1958, mais la Mission a quitté le Territoire avant cette date. En outre, à Yaoundé, les prisonniers politiques ont demandé sans succès à être entendus par la Mission.

19. M. Tchoumba Ngouankeu conteste la déclaration figurant au paragraphe 27 du rapport selon laquelle 38 Camerounais occupent des postes de responsabilité dans les services judiciaires. En fait, aucun Camerounais n'occupe de postes de ce genre, bien que de nombreux Camerounais aient fait leurs études en France et soient qualifiés pour occuper de tels postes. Le poste le plus élevé qu'un Camerounais ait pu occuper dans les services judiciaires est celui de greffier en chef et il n'y a pas un seul magistrat camerounais dans le Territoire.

20. Comme les membres de la Mission ont voyagé par avion, ils n'ont pu rencontrer et entendre tous ceux qui voulaient lui exprimer leurs vues. D'ailleurs la Mission n'a fait que ce qui lui était dicté par l'Autorité administrante.

21. M. KELLY (Australie), prenant la parole sur un point d'ordre, dit que l'observation que vient de faire le pétitionnaire est une insulte aux membres de la Mission de visite et qu'une telle grossière déformation des faits ne saurait être tolérée. Le Conseil de tutelle a approuvé, à une écrasante majorité, les conclusions de la Mission de visite et a rendu hommage à l'intégrité de ses membres. Le pétitionnaire doit donc être invité à retirer son observation.

22. Le PRESIDENT dit qu'à son avis une observation qui exprime les vues d'un pétitionnaire entre dans la catégorie des observations dont les membres de la Commission peuvent apprécier eux-mêmes l'exactitude et la bienséance, et ne peut être considérée comme hors de propos.

23. M. TCHOUMBA NGOUANKEU (Bureau national kamerunais de la Conférence des peuples africains), poursuivant sa déclaration, note que dans l'avant-propos de son rapport, la Mission de visite a simplement déclaré qu'il y a eu "quelques difficultés" à Douala, alors qu'il s'est produit un incident grave au cours duquel plusieurs personnes ont été tuées ou blessées. Cet exemple devrait suffire pour juger de l'objectivité de la Mission, qui aurait pu épargner de nombreuses vies humaines si elle avait fait un tableau exact de la situation. Le rapport de la Mission, opposé aux légitimes aspirations des Camerounais, peut créer un précédent dangereux, non seulement pour le Cameroun mais pour d'autres territoires sous tutelle.

24. Passant à la question de l'unification, M. Tchoumba Ngouankeu dit que lorsque l'Organisation des Nations Unies a placé le pays sous la tutelle de la France et du Royaume-Uni en 1945, le Cameroun formait une entité. La division du Cameroun au stade actuel serait contraire à la Charte et aux intérêts du pays et pourrait être l'origine d'un conflit futur en Afrique. Les frontières du Cameroun doivent être celles

² Communiqué aux membres de l'Assemblée générale par le Secrétaire général sous la cote A/4092.

qui existaient avant 1914. L'argument selon lequel la partie nord du Territoire administré par le Royaume-Uni doit être rattachée à la Nigéria pour des raisons linguistiques et ethniques n'est nullement convaincant, car toutes les nations ont été formées, à l'origine, d'éléments différents. En tentant d'incorporer le Cameroun dans la Communauté française ou dans le Commonwealth britannique, les autorités administrantes commettraient à l'égard de l'Organisation des Nations Unies un véritable abus de confiance. Le meilleur moyen de résoudre le problème de l'unification est de procéder à un référendum, conformément aux dispositions de la Charte. Le procédé des colonialistes est de diviser pour régner. Si l'on veut apposer la Nigéria au Cameroun, il est bon de se rappeler qu'à l'All-African People's Conference, qui s'est tenue à Accra en décembre 1958, les représentants de la Nigéria ont déclaré qu'ils souhaitaient voir, dans un avenir immédiat, le Cameroun indépendant et uni.

25. L'attitude de la délégation française ne laisse guère de doutes sur l'intention de la France d'incorporer le Cameroun dans la Communauté française. Déjà en 1922, la France a placé le Cameroun, comme les autres possessions françaises, sous l'autorité du Ministère des colonies au lieu de le rattacher au Ministère des affaires étrangères. La France a fait introduire dans l'Accord de tutelle une disposition selon laquelle le Cameroun serait administré en tant que partie intégrante de la République française. Elle s'est servie, pour cela, de personnes qui se disaient camerounaises, mais qui, en réalité, étaient françaises, escroquerie politique qui se poursuit et qui explique la répression cruelle dont le Cameroun a souffert. Si la France demande maintenant qu'il soit mis fin au régime de tutelle, c'est pour réaliser le dessein, qu'elle nourrit depuis longtemps, de transformer le Cameroun en colonie française. Pendant les 45 années qu'elle a occupé le Cameroun, la France ne s'est jamais préoccupée de l'indépendance du pays et il est peu probable qu'elle ait maintenant modifié son attitude.

26. La loi d'amnistie a été votée six jours avant la reprise de la session de l'Assemblée générale, pour la raison évidente que le Gouvernement français et le Gouvernement camerounais ont jugé qu'ils ne pouvaient pas se présenter les mains vides devant l'Assemblée. Quoi qu'il en soit, il est fort douteux que l'amnistie accordée soit une véritable amnistie. Lorsque M. Tchoumba Ngouankeu a quitté le Cameroun le 19 février 1959, 470 de ses amis étaient détenus à la prison de Nkongsamba. Au nombre de ces personnes figurait M. Kaminy, qui aurait été membre de la délégation du Bureau national kamerounais si le Gouvernement camerounais ne s'était pas opposé à ce qu'il quitte le pays. La loi d'amnistie ne s'applique pas aux personnes condamnées à mort ou à certaines peines d'emprisonnement. Ce que le peuple camerounais désire, c'est une amnistie totale et inconditionnelle pour tous les délits politiques commis depuis mai 1955. En attendant, les arrestations en masse se poursuivent dans tout le Cameroun et des troupes françaises, venant d'Afrique-Equatoriale française, d'Afrique-Occidentale française et d'autres territoires, continuent à être envoyées au Cameroun. Si de tels faits se produisent sous le régime de tutelle, il est facile de voir ce qui se passera après l'indépendance, en 1960, lorsque le pays sera sous le contrôle exclusif de la France.

27. Les élections du 23 décembre 1956 ont eu lieu sous la menace des forces militaires. En fait, les soldats eux-mêmes ont voté et, à l'école de Yaoundé par

exemple, des élèves de moins de 15 ans ont voté pour les candidats imposés à la population par le Gouvernement français. Ne pas voter pour ces candidats signifiait la mort ou la torture. Les bulletins de vote indiquaient qu'il s'agissait d'élire une assemblée territoriale et non une assemblée législative. L'assemblée élue ne peut être considérée comme un organe représentatif; la Mission de visite a, d'ailleurs, seulement indiqué au paragraphe 141 de son rapport que l'Assemblée avait "un caractère représentatif". L'Organisation des Nations Unies doit veiller à ce qu'une nouvelle assemblée soit élue sur une base vraiment démocratique. Il ne s'agit pas d'une question intérieure, comme on l'a prétendu, mais d'une question qui rentre entièrement dans les attributions de l'Organisation. Le Gouvernement camerounais a prétendu qu'il n'était pas possible de procéder à des élections pendant la saison des pluies. Or les dates auxquelles ont eu lieu les précédentes élections montrent clairement que cet argument n'est pas fondé. En France et dans d'autres pays de la Communauté française, des assemblées législatives ont été dissoutes en raison de circonstances nouvelles et le moment est venu de dissoudre l'Assemblée territoriale, maintenant appelée Assemblée législative. D'autre part, cette assemblée compte huit députés citoyens français, qui n'ont aucunement le droit de rédiger une constitution pour le Cameroun. La France doit accepter de nouvelles élections générales qui devront à tous les échelons, être organisées exclusivement par l'Organisation des Nations Unies, sans que les autorités administrantes aient un rôle quelconque à jouer, le personnel de surveillance étant fourni par les pays africano-asiatiques.

28. En résumé, seuls les Camerounais qui soutiennent le gouvernement ont pu approcher la Mission de visite; l'Assemblée dite législative n'a pas de fondement juridique et les engagements pris par le gouvernement de M. Ahidjo ne sauraient lier le peuple camerounais; l'Assemblée dite législative n'est pas représentative et ne jouit pas de l'appui du peuple camerounais; dès lors, de nouvelles élections générales, organisées sous la surveillance de l'Organisation des Nations Unies, sont indispensables pour que le Cameroun ait un gouvernement stable avant la proclamation de l'indépendance. Le Gouvernement français et le Gouvernement camerounais devraient reconnaître la nécessité de nouvelles élections, et la levée de la tutelle, si l'on veut respecter la Charte, ne peut être sollicitée que par une assemblée issue de ces élections.

29. M. Moussa YAYA (Mouvement de l'union camerounaise) déclare que son parti, qui est le plus important du Cameroun du fait qu'il "contrôle" 1.500.000 habitants du Territoire sous tutelle et qu'il occupe 34 des 63 sièges de l'Assemblée législative, a constaté avec satisfaction que l'Assemblée générale a pris note des résolutions de l'Assemblée législative camerounaise qui réclament l'indépendance et la levée de la tutelle le 1er janvier 1960. Il n'y a aucun besoin d'organiser des élections avant cette date. L'Assemblée législative actuelle, qui demande l'indépendance, a été élue au suffrage universel et direct; les électeurs ont pris part aux élections en plus grand nombre que jamais, sauf dans deux régions où l'UPC, se rendant compte qu'elle serait vaincue, a mené une campagne d'abstention, accompagnée de violences, d'assassinats, de pillages et autres crimes odieux.

30. Les pétitionnaires qui, en se présentant devant la Commission, réclament de nouvelles élections au Cameroun, appartiennent soit à l'UPC, soit aux groupes

et associations où ses anciens adhérents se sont réfugiés. Ce sont des extrémistes avides du pouvoir, qui repoussent à recourir aux méthodes démocratiques pour devenir des représentants élus du peuple camerounais. Etant donné que c'est eux qui ont provoqué les troubles de 1955 et les meurtres commis dans la région de la Sanaga-Maritime, le peuple camerounais a fait preuve d'une grande générosité en leur offrant son pardon. Toutefois, le peuple camerounais a rejeté fermement les conditions qu'ils cherchent à imposer en vue de retarder la date de l'indépendance et de satisfaire leurs ambitions personnelles. Les fonctions publiques sont accessibles à tout Camerounais à condition qu'il les brigue par des moyens légaux et se conforme à la législation démocratique qui régit l'Etat. L'indépendance qui sera proclamée le 1er janvier 1960 sera dans l'intérêt de tous les Camerounais et tous ceux qui brigueront des fonctions publiques ou des responsabilités politiques pourront faire campagne pour les élections qui suivront.

31. En ce qui concerne la question de la réunification, le Mouvement de l'union camerounaise désire que le Cameroun sous administration française s'unisse au Cameroun sous administration britannique et il lui répugnerait de voir ce dernier devenir une partie de l'empire nigérien, étranger aux Camerounais. La population du Cameroun sous administration britannique devrait pouvoir décider au moyen d'un plébiscite si elle entend s'unir au Cameroun français indépendant. Le Mouvement de l'union camerounaise n'a pas une attitude intransigeante en ce qui concerne la question de la réunification. Si la population de la zone britannique n'est pas encore disposée à se joindre au Cameroun français, elle ne devrait pas être contrainte à le faire. Quoi qu'il en soit, la réunification ne devrait pas être imposée au Cameroun sous administration française comme condition préalable à l'indépendance.

32. Tout en désirant le maintien de relations amicales avec la France après que le Cameroun aura acquis son indépendance, le Mouvement de l'union camerounaise est résolu à défendre la souveraineté du peuple camerounais et ne veut pas compromettre la liberté de ce peuple en cherchant à tout prix à le faire admettre dans la Communauté française. A cet égard, il est singulier que la nouvelle Constitution française soit interprétée dans certains milieux comme ouvrant la voie à l'entrée du Cameroun et du Togo dans la Communauté française.

33. Le Mouvement de l'union camerounaise est convaincu que l'Assemblée générale décidera de lever la tutelle sur le Cameroun sous administration française le 1er janvier 1960, date à laquelle le Territoire accèdera à l'indépendance. Il espère que l'Organisation des Nations Unies adressera un appel aux Camerounais égarés pour qu'ils rentrent dans leur pays, renoncent à leurs récriminations déraisonnables et travaillent avec le reste de la population pour le bien du Cameroun.

34. Mlle BROOKS (Libéria) demande au représentant de la France si M. Moumié a été déclaré coupable de quelque crime et, dans ce cas, s'il bénéficie de l'amnistie.

35. M. KOSCZIUSKO-MORIZET (France) répond que M. Moumié a été condamné par contumace pour avoir été l'instigateur d'atteintes à l'ordre public, pour avoir organisé des bandes armées et pour d'autres délits. Toutefois, il est couvert par la nouvelle loi d'amnistie, de même que la loi antérieure; il peut rentrer au Cameroun en toute liberté et il n'a rien à craindre.

36. M. TOURE (Guinée) demande à M. Yaya si, lorsqu'il s'est déclaré étonné que certains soutiennent

que la Constitution française contient une disposition permettant au Cameroun d'entrer dans la Communauté française, il avait tenu compte de l'article 88 de la Constitution française.

37. M. YAYA (Mouvement de l'union camerounaise) répond qu'il a parlé de la Constitution française telle qu'elle existe. Il ne voit pas comment le Cameroun peut faire partie de la Communauté française; le Cameroun veut être un Etat libre et indépendant.

38. M. TOURE (Guinée) fait remarquer qu'aux termes de l'article 88, les Etats africains indépendants peuvent conclure des accords d'association avec la Communauté française.

39. Il demande à M. Bebey-Eyidi s'il estime, en sa qualité de directeur de journal, que la liberté de la presse existe au Cameroun.

40. M. BEBEY-EYIDI (Comité pour le regroupement des forces nationalistes) répond qu'à son avis la liberté de la presse existe, mais est soumise à de nombreuses restrictions. Plusieurs numéros de son journal ont été saisis et la dernière saisie remonte à moins d'un mois. Il a été pour sa part emprisonné en raison des opinions qu'il avait exprimées dans son journal.

41. M. TOURE (Guinée) demande à M. Bebey-Eyidi pourquoi il attache une si grande importance à ce que les élections aient lieu avant le 1er janvier 1960.

42. M. BEBEY-EYIDI (Comité pour le regroupement des forces nationalistes) déclare qu'il insiste pour que ces élections aient lieu parce que l'atmosphère politique actuelle n'est pas propice à l'accession à l'indépendance. Pour avoir souvent parlé en public, il sait que beaucoup de gens sont en faveur d'élections avant l'indépendance et, si la Mission de visite avait disposé de plus de temps, elle serait probablement parvenue à des conclusions différentes sur ce point. De telles élections permettraient à l'UPC de reprendre son activité dans la légalité. De plus, elles auraient lieu tandis que le pays se trouve encore sous tutelle et la surveillance de ces élections par l'Organisation des Nations Unies garantirait qu'elles ne seraient pas boycottées, alors qu'il est difficile de prévoir ce qu'il adviendra si elles sont renvoyées à une date postérieure à l'indépendance. M. Bebey-Eyidi a peine à comprendre comment les grands changements qui sont survenus ne sont pas considérés comme des raisons suffisantes pour de nouvelles élections.

43. M. MUFTI (République arabe unie) déclare que, selon la Mission de visite, le Mouvement de l'union camerounaise exerce une influence prépondérante dans le Nord et cherche à étendre son organisation jusque dans le Sud. D'autre part, M. Yaya a dit que son parti est représenté dans toutes les parties du pays, y compris le Sud, et "contrôle" plus de 1.500.000 personnes. M. Mufti lui demande d'expliquer ce qu'il entend par "contrôler".

44. M. YAYA (Mouvement de l'union camerounaise) répond que tout le Nord est acquis à son mouvement, qui compte en outre des partisans dans le Sud. Par "contrôler", il veut dire que tout le Nord, soit 1 million d'habitants, appartient à son mouvement ou sympathise avec ses buts. Comme le Mouvement compte également des partisans dans le Sud, M. Yaya pense pouvoir dire qu'il représente environ 1.500.000 Camerounais.

45. M. MUFTI (République arabe unie) demande à M. Yaya si son mouvement compte bien 500.000 partisans dans le Sud.

46. M. YAYA (Mouvement de l'union camerounaise) répond affirmativement.

47. M. MUFTI (République arabe unie) demande à M. Bebey-Eyidi s'il désire commenter la déclaration de M. Yaya.

48. M. BEBEY-EYIDI (Comité pour le regroupement des forces nationalistes) déclare que, comme il n'est pas membre du mouvement en question, il lui est difficile de juger; pour ce qui est de sa propre région du Wouri, M. Bebey-Eyidi a l'impression que le Mouvement de l'union camerounaise y a indubitablement des partisans, mais qu'ils ne sont pas très nombreux.

49. M. TOURE (Guinée) rappelle qu'à la séance précédente M. Moumié a déclaré avoir demandé l'autorisation de résider à Khartoum. Lui a-t-on donné la possibilité de choisir d'autres lieux de résidence?

50. M. MOUMIE (Union des populations du Cameroun) répond qu'après avoir été arrêté par les autorités britanniques, qui agissaient sous la pression des autorités françaises, il a reçu l'ordre de quitter le Cameroun sous administration britannique dans les 10 jours et on lui a dit de choisir son lieu d'exil. M. Moumié et ses compagnons ont adressé un appel à tous les pays indépendants d'Afrique et le Soudan a été le premier à lui répondre.

51. Il a été dit, au cours de la séance, qu'aux termes de la première loi d'amnistie M. Moumié aurait pu revenir au Cameroun. M. Moumié trouve le fait surprenant, car la première loi d'amnistie a été votée en 1957 et il croit avoir été condamné par le tribunal de Nkongsamba après l'All-African People's Conference tenue à Accra.

52. Mlle BROOKS (Libéria) demande à Mme Ouandié si elle réside à l'heure actuelle au Cameroun ou si elle est en exil; dans la seconde hypothèse, Mme Ouandié pourrait-elle expliquer dans quelles conditions elle a dû quitter le Cameroun?

53. Mme OUANDIE (Union démocratique des femmes camerounaises) déclare qu'après les événements de mai 1955, un mandat d'arrêt a été lancé contre elle et qu'elle a par conséquent rejoint le maquis. Mme Ouandié s'est par la suite enfuie au Cameroun sous administration britannique, où elle a continué, avec l'autorisation des autorités, son activité politique. Le 3 juin 1955, à 1 heure du matin, elle a été arrêtée avec ses deux jeunes enfants. Elle a été conduite à Victoria et a reçu l'ordre de quitter le pays dans les 10 jours. Elle a alors demandé asile à l'un des Etats indépendants d'Afrique avec ses compagnons de lutte. Elle a été conduite par avion à Lagos et y a été placée dans une prison avec des détenus de droit commun; elle a passé une semaine avec ses deux enfants dans une cellule sans lumière ni air. Au bout d'une semaine, elle a été conduite par avion au Soudan.

54. Mlle BROOKS (Libéria) demande au représentant de la France si la nouvelle loi d'amnistie s'applique à Mme Ouandié et à ses enfants.

55. M. KOSCZIUSKO-MORIZET (France) répond par l'affirmative.

56. Il tient par ailleurs à faire une mise au point: M. Moumié vient de déclarer que la première loi d'amnistie a été promulguée en 1957, alors qu'il sait parfaitement qu'elle a été promulguée en 1958.

57. M. Kosciusko-Morizet note, de plus, que M. Bebey-Eyidi s'est étonné que la Guinée, ancienne colonie, ait pu remplacer les fonctionnaires français par des autochtones, alors qu'au Cameroun, territoire qui jouissait de pouvoirs plus étendus en vertu de la loi-

cadre, les autochtones n'ont été nommés qu'à quelques postes subalternes. On sait cependant que "l'africanisation" de l'administration en Guinée, au moment où la Guinée a opté pour l'indépendance, était moins avancée qu'elle ne l'est au Cameroun. M. Kosciusko-Morizet demande si M. Bebey-Eyidi s'oppose à l'indépendance parce qu'il estime que le Cameroun n'y est pas préparé.

58. M. BEBEY-EYIDI (Comité pour le regroupement des forces nationalistes) précise qu'il n'est pas opposé à l'indépendance. Il a fait observer que la Guinée, bien qu'elle ait joui de pouvoirs moins étendus que le Cameroun au titre de la loi-cadre, avait pu prendre immédiatement en charge diverses fonctions parce que la population y avait été préparée. Cette œuvre de préparation n'a pas eu lieu au Cameroun. Le pays compte de nombreuses personnes capables d'accéder à des postes de responsabilité, mais ils ont besoin d'être formés.

59. M. KOSCZIUSKO-MORIZET (France) déclare que le Gouvernement du Cameroun est en train de former du personnel qui prendra la direction des affaires du pays. M. Bebey-Eyidi lui-même a été chef de subdivision avant de quitter l'administration; en outre, il a reconnu qu'il faudrait des techniciens pour conseiller le nouveau Gouvernement camerounais.

60. M. Kosciusko-Morizet demande si M. Bebey-Eyidi met en doute la parole du général de Gaulle, qui a promis que le Cameroun serait indépendant le 1er janvier 1960.

61. M. BEBEY-EYIDI (Comité pour le regroupement des forces nationalistes) précise qu'il n'a pas été chef de subdivision, mais médecin-chef d'une région, l'une des plus petites du Cameroun.

62. Il ne nie pas que quelques progrès ont été faits dans la voie de la "camerounisation" de l'administration, mais il les trouve insuffisants, car de nombreux Camerounais possèdent les aptitudes requises et sont capables de remplir des fonctions de responsabilité.

63. Il s'accorde avec le représentant de la France à estimer que, pour le moment, le Cameroun ne doit pas se priver du concours de conseillers français.

64. Il ne met nullement en doute la parole du général de Gaulle, mais il a des compatriotes qui, en raison d'événements passés, n'ont pas confiance dans certains autres membres du Gouvernement français. C'est pour donner satisfaction à ces Camerounais que M. Bebey-Eyidi et beaucoup de ses compatriotes pensent qu'il faudrait procéder à de nouvelles élections.

65. M. ZULOAGA (Venezuela) rappelle que l'un des pétitionnaires a déclaré qu'aucun Camerounais n'a jamais accédé dans les tribunaux du Territoire à des fonctions plus élevées que celles de greffier. D'après une brochure distribuée par la délégation française, il semble que des postes plus importants soient accessibles aux Camerounais. M. Zuloaga voudrait connaître l'avis de M. Bebey-Eyidi sur ce point.

66. M. BEBEY-EYIDI (Comité pour le regroupement des forces nationalistes) ne peut affirmer catégoriquement qu'il n'y a pas de magistrat camerounais, bien qu'il n'en connaisse pas. Il tâchera d'obtenir des renseignements plus précis sur ce point.

67. M. TOURE (Guinée) fait observer que les problèmes de personnel ne font pas obstacle à l'accession d'un pays à l'indépendance, comme son propre pays l'a montré.

La séance est levée à 13 h. 30.